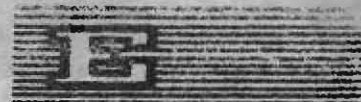




NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



59847

Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.14/25
10 février 1988

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Neuvième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Niamey (République du Niger)
5 - 12 avril 1988

Point 7 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Vingt troisième session de la Commission/
quatorzième réunion de la Conférence
des ministres

Niamey (République du Niger)
14-18 avril 1988

Point 6 de l'ordre du jour provisoire**

PREMIERE REUNION DE LA CONFERENCE DES MINISTRES AFRICAINES DU TOURISME -
RECOMMANDATIONS ET RESOLUTIONS

* E/ECA/TPCW.9/1/Rev.1.
** E/ECA/CM.14/1.

1. La Conférence des ministres africains du tourisme a été établie par la résolution 567 (XXI) de la Conférence des ministres de la CEA à sa treizième réunion tenue à Yaoundé (République de Cameroun) en avril 1986 et a tenu sa première réunion à Kinshasa (Zaire) du 18 au 22 novembre 1987.

2. Trente et une délégations dont la moitié conduite par les ministres de tutelle représentaient les Etats membres tandis que 11 délégations avaient représenté diverses organisations et institutions internationales et associations de professionnels du tourisme, ce qui constitue, en matière de réunion sur le tourisme africain, un record.

3. Si la Conférence de Niamey en 1984 a permis la mise en place des premiers mécanismes de coopération intra-africaine en matière de tourisme et en particulier la mise en place de la Conférence des ministres africains du tourisme, la première réunion, à Kinshasa, de la Conférence des ministres africains du tourisme était, quant à elle, structurée autour des trois thèmes principaux suivants :

a) La promotion conjointe du tourisme africain et la création de circuits touristiques inter-Etats;

b) La formation professionnelle et la coopération inter-africaine pour le développement des ressources humaines pour les professions du tourisme;

c) La gestion hôtelière et les activités des sociétés transnationales de gestion hôtelière en Afrique.

4. En matière de promotion conjointe du tourisme et de création des circuits touristiques inter-Etats qui constitue une des activités majeures de la coopération intra-africaine, les participants ont d'abord analysé la situation qui prévaut actuellement, ensuite esquissé des solutions appropriées et, enfin, décidé :

a) La création d'une Foire africaine du tourisme à organiser tous les deux ans en Afrique comme forum et devant servir de vitrine pour le tourisme africain;

b) La proclamation de l'année 1989 "ANNEE DU TOURISME AFRICAINE";

c) La création de l'Association africaine du tourisme comme instrument de la promotion du tourisme africain et de concertation entre professionnels du tourisme;

d) Le renforcement de la coopération entre la CEA et les organisations intergouvernementales de coopération et d'intégration africaines.

5. En matière de formation, l'accent a été mis sur la nécessité de renforcer la coopération entre Etats africains, de donner la priorité aux projets de réhabilitation des ressources humaines existantes, la mise en place de systèmes de formation mobilisant les ressources disponibles en Afrique. Le projet "formation" élaboré par la CEA et le BIT a été adopté. Il a également été demandé à la CEA de publier de façon systématique le répertoire des moyens de formation en Afrique, de coordonner et de diffuser les informations sur la formation et le développement des ressources humaines pour le tourisme.

6. En ce qui concerne la gestion hôtelière et les activités des sociétés transnationales de gestion hôtelière en Afrique, les participants ont débattu des mesures à prendre pour que les partenaires africains aux contrats de gestion hôtelière bénéficient plus que de par le passé de la gestion de leurs hôtels. Le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et la CEA, en collaboration avec le BIT et l'OMT, ont été chargés d'apporter une assistance technique aux Etats membres et de procéder à l'établissement de contrats modèles à l'intention des Etats membres. Le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et la CEA devront plus particulièrement prendre en charge la formation des agents chargés de la négociation et du contrôle d'exécution des contrats.

7. La Conférence a adopté trois résolutions portant sur la promotion du tourisme, le développement des ressources humaines et, enfin, la gestion hôtelière.

ANNEXE I

Résolution sur la promotion du tourisme

La Conférence des ministres africains du tourisme, réunie à Kinshasa (Zaire) les 21 et 22 novembre 1987,

Consciente de la contribution du tourisme au développement économique, social, culturel et politique des Etats africains,

Réaffirmant l'importance et la nécessité de poursuivre et de renforcer une politique de concertation à tous les niveaux afin d'harmoniser et de maximiser l'utilisation des ressources disponibles, afin de rendre plus efficaces les actions ayant pour but le développement du tourisme en Afrique,

Affirmant la nécessité d'intégrer le secteur du tourisme dans le processus global de développement de l'Afrique, et constatant que cela ne peut se réaliser que sur la base d'une réelle volonté des Etats membres de coopérer pour l'harmonisation de leur politique, en ce qui concerne les mesures à prendre en matière de facilitation des voyages et des séjours touristiques,

Notant avec satisfaction les progrès enregistrés dans ce domaine depuis la Conférence régionale sur la coopération intra-africaine en matière de tourisme, ainsi que le rôle dynamique joué par la CEA dans le processus de la concertation intra-africaine en matière de tourisme et la mise en place des premiers mécanismes de coopération intra-africaine,

Se félicitant de la qualité des rapports élaborés par la CEA directement ou en collaboration avec d'autres organisations ou institutions internationales,

1. Réaffirme que le tourisme intra-africain est un élément de la politique africaine d'intégration économique, sociale, culturelle et politique du continent et un facteur déterminant de développement, notamment dans le cadre des groupements économiques existant en Afrique;

2. Encourage la mise en place de mécanismes et de programmes de coopération et principalement les actions en vue de la promotion conjointe du produit touristique africain et de l'établissement de circuits inter-Etats;

3. Demande à la CEA :

a) de poursuivre sa coopération avec les organisations internationales et tout particulièrement avec les organisations intergouvernementales africaines, en vue de renforcer leurs programmes d'action touristique, de mobiliser et de coordonner les ressources disponibles pour maximiser leurs effets sur le développement du tourisme en Afrique;

b) d'entreprendre une étude sur les activités touristiques des organisations intergouvernementales sous-régionales en Afrique en vue de les redynamiser et de leur apporter l'assistance technique nécessaire;

c) de mettre en place, au niveau sous-régional, les programmes et structures de promotion conjointe du tourisme et des circuits inter-Etats;

d) de poursuivre les études pour la mise au point des circuits inter-Etats et d'assister les Etats membres en vue de leur mise en place;

e) de créer l'Association africaine du tourisme et prendre les mesures nécessaires à son fonctionnement;

f) de proclamer l'année 1989 "Année du tourisme africain" et d'assurer la coordination des manifestations prévues, et ce, en collaboration avec toutes les instances nationales et internationales compétentes;

g) de créer une Foire africaine du tourisme qui pourrait se tenir une fois tous les deux ans en Afrique et de prendre l'attache de toutes les instances compétentes afin de réaliser ce projet;

h) d'assister les Etats africains pour mettre en place les associations nationales de professionnels du tourisme et d'apporter une assistance technique aux associations existantes s'occupant de promotion du tourisme en Afrique.

ANNEXE II

Résolution sur le développement des ressources humaines

La Conférence des ministres africains du tourisme, réunie à Kinshasa (Zaire) les 21 et 22 novembre 1987,

Constatant que l'éducation et la formation sont un facteur essentiel et capital de développement du tourisme,

Se félicitant de l'existence d'établissements de formation professionnelle en Afrique bien qu'en nombre insuffisant pour couvrir les différents besoins en ressources humaines pour faire face aux besoins sans cesse croissants du tourisme et de l'hôtellerie,

Prenant acte de la volonté exprimée par les Etats dotés de tels moyens de les mettre à la disposition de leurs partenaires africains dans le cadre d'accords bilatéraux et multilatéraux et d'assistance technique,

Donne mandat à la CEA de prendre toutes les mesures nécessaires pour tirer parti des moyens et de l'expérience de l'OMT, du BIT et des autorités compétentes opérant en Afrique, en vue de réaliser les projets d'éducation et de formation ci-après :

- a) Création d'instituts d'éducation en matière de tourisme et d'hôtellerie;
- b) Mise en oeuvre de programmes de formation destinés à améliorer et à renforcer les services de tourisme et d'hôtellerie à différents niveaux;
- c) Mise à jour et publication, à des intervalles réguliers, d'un répertoire africain des installations d'éducation et de formation afin d'assurer une coordination et une coopération mutuelle dans les domaines de l'éducation et de la formation.

ANNEXE III

Résolution sur la gestion hôtelière

La Conférence des ministres africains du tourisme, réunie à Kinshasa (Zaire) les 21 et 22 novembre 1987,

Ayant examiné les rapports présentés par la CEA et le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales,

Constatant que l'intervention des sociétés transnationales de gestion hôtelière n'aboutit pas aux résultats que les partenaires africains sont en droit d'attendre,

Notant que les pays africains perdent beaucoup de devises dans l'exécution de la plupart des contrats de gestion hôtelière,

1. Réaffirme la nécessité d'assurer une gestion saine et rentable de l'infrastructure touristique et d'accueil des pays africains;

2. Fait siennes les recommandations faites par la CEA et le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales;

3. Demande à la CEA, en collaboration avec le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, l'OMT et le BIT, d'élaborer des modèles de contrats de gestion ou d'exploitation des différents types d'infrastructure d'accueil, à soumettre à l'appréciation des Etats membres dans les plus brefs délais, et d'apporter l'assistance technique effective aux Etats et promoteurs africains, pour la négociation et le contrôle d'exécution des contrats avec les sociétés transnationales de gestion hôtelière.

ANNEXE IV

DECLARATION DE KINSHASA SUR LE TOURISME

1. Nous, Ministres du tourisme des Etats membres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, réunis à Kinshasa (Zaire) à l'invitation du Conseil exécutif de la République du Zaire les 21 et 22 novembre 1987 en la première réunion de la Conférence des ministres africains du tourisme créée par la résolution 567 (XXI) de la treizième Conférence des ministres de la CEA tenue en avril 1986 à Yaoundé (République du Cameroun) conformément aux recommandations de la Conférence régionale sur la coopération intra-africaine en matière de tourisme tenue à Niamey (Niger) du 2 au 6 octobre 1984,
2. Considérant la nécessité de mobiliser toutes les ressources disponibles pour le développement, tel que le recommandent le Plan d'action et l'Acte final de Lagos de 1980, le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 adopté par le vingtième Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine en juillet 1985 ainsi que le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement et le développement économique de l'Afrique, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en juin 1986,
3. Sommes convaincus que le tourisme est un des facteurs importants de développement économique et social qui constitue un moyen de mobilisation des ressources et aussi un facteur de paix et de rapprochement des peuples,
4. Sommes convaincus de la nécessité de renforcer la coopération intra-africaine et internationale dans le domaine du tourisme,
5. Sommes déterminés à assurer l'apport du secteur touristique à l'effort d'un développement endogène et auto-entretenu de nos économies par le biais de la planification et la mise en oeuvre d'une politique conséquente de développement de ce secteur,
6. Reconnaissons le rôle important joué par les organismes internationaux sous-régionaux et régionaux intéressés, dans le développement du tourisme en Afrique,
7. Sommes individuellement et collectivement résolus à tout mettre en oeuvre pour le renforcement de la coopération intra-africaine et internationale en vue d'assurer la mise en valeur et l'utilisation effective des ressources touristiques de notre continent, aux niveaux national, sous-régional, régional et international,

8. Recommandons aux gouvernements de nos Etats respectifs d'insérer le tourisme parmi les secteurs prioritaires de leurs plans nationaux de développement et de lui accorder les moyens nécessaires pour accroître sa productivité,
9. Préconisons qu'à l'avenir une attention toute particulière soit accordée au développement du tourisme intra-africain, élément de la politique générale d'intégration et de coopération africaine,
10. Recommandons aux gouvernements de nos Etats respectifs de prendre les mesures nécessaires à l'émergence de promoteurs et de gestionnaires africains compétents, et à la promotion des petites et moyennes entreprises touristiques,
11. Recommandons d'accorder une attention soutenue à la mise en place de systèmes de formation professionnelle pour les métiers du tourisme et de l'hôtellerie, de donner la priorité à l'utilisation maximale des moyens de formation existants dans le cadre de la coopération intra-africaine, et de prendre des mesures concrètes pour valoriser les ressources humaines du secteur,
12. Recommandons aux ensembles d'intégration économique sous-régionaux et régionaux existants, de veiller à insérer le tourisme parmi leurs projets prioritaires; et que soient prises des mesures d'incitation à l'investissement en faveur des promoteurs du tourisme,
13. Exhortons la CEA ainsi que les autres organisations à vocation touristique en Afrique à coordonner leurs activités et à accroître leur coopération avec les Etats africains en vue d'une promotion harmonieuse du tourisme en Afrique,
14. Saluons les efforts consentis par le Conseil exécutif de la République du Zaïre ayant permis à la CEA d'organiser cette première réunion de la Conférence des ministres africains du tourisme, conférence qui constitue un cadre privilégié de concertation pour le renforcement de la coopération intra-africaine en matière de tourisme.

Fait à Kinshasa, le 22 novembre 1987.